



Conseil économique et social

Distr. générale
3 septembre 2013
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Groupe de travail des Parties

Troisième réunion

Genève, 20 et 21 novembre 2013

Point 7 b) iii) de l'ordre du jour provisoire

Deuxième session de la Réunion des Parties au Protocole:

Préparatifs de fond: Dispositions relatives à la présentation des rapports

Projet de décision sur les dispositions relatives à la présentation des rapports

Établi par le Bureau

Résumé

Le présent document contient le projet de décision sur les dispositions relatives à la présentation des rapports, qui a été élaboré sur la base de la décision I/5, adoptée à sa première session (Genève, 20-22 avril 2010) par la Réunion des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement.

Le Bureau des Parties au Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants a pris connaissance de ce projet de décision à sa cinquième réunion (Madrid, 2 et 3 juillet 2013) et a décidé de le soumettre au Groupe de travail des Parties pour examen à sa troisième réunion.

Le présent document est transmis au Groupe de travail des Parties qui a notamment pour mandat d'«adresser à la Réunion des Parties les propositions et recommandations qu'il juge nécessaires pour atteindre les objectifs du Protocole» (ECE/MP.PRTR/2010/2/Add.1, décision I/4, par. 2 f)¹, et après que celui-ci eut décidé à sa deuxième réunion (Genève, 20 et 21 novembre 2012; ECE/MP.PRTR/WG.1/2012/2)², de charger le Bureau de l'élaboration d'un projet de décision sur les dispositions relatives à la présentation des rapports, en tenant compte des problèmes exposés par le secrétariat concernant la traduction des rapports des pays sur la mise en œuvre du Protocole.

Le Groupe de travail est appelé à étudier le projet de décision dans le but de le présenter pour examen et adoption par la Réunion des Parties à sa deuxième session, qui doit avoir lieu du 2 au 4 juillet 2014, à Maastricht (Pays-Bas).

¹ Disponible à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/env/pp/mopp1.html>.

² Disponible à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/index.php?id=28225>.

Projet de décision sur les dispositions relatives à la présentation des rapports

La Réunion des Parties,

Rappelant le paragraphe 2 de l'article 17 du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, qui dispose notamment que la Réunion des Parties au Protocole suit en permanence l'application et le développement du Protocole sur la base des informations notifiées régulièrement par les Parties et, dans cette optique, élabore des directives afin de faciliter la notification des informations que lui adressent les Parties, compte tenu de l'expérience acquise dans le cadre de la Convention,

Rappelant la décision I/5, adoptée à sa première session par la Réunion des Parties au Protocole, par laquelle les Parties ont créé un mécanisme de notification afin de suivre les progrès réalisés dans l'application des dispositions du Protocole,

Reconnaissant qu'en communiquant régulièrement des informations, les Parties fournissent des éléments de référence importants qui facilitent l'évaluation du respect des obligations découlant du Protocole et, par là même, contribuent aux travaux du Comité d'examen du respect des dispositions,

Convaincue que la participation du public à l'élaboration des rapports devrait contribuer à en améliorer la qualité et la précision et à renforcer la crédibilité du système,

Consciente de la nécessité d'établir un mécanisme simple, concis et qui ne soit pas par trop contraignant,

Notant que la présente décision concerne la communication par les Parties d'informations sur la manière dont elles se sont acquittées des obligations découlant du Protocole et non pas les informations qui doivent être communiquées au titre de l'article 7 du Protocole,

Considérant que la procédure de présentation des rapports énoncée dans la décision I/5 devrait continuer de s'appliquer au cours du prochain cycle de présentation des rapports,

Soulignant qu'il est essentiel que les rapports soient présentés dans les délais prescrits,

1. *Prend note avec satisfaction* des rapports sur la mise en œuvre présentés par [plus des trois quarts des] [les] Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement conformément à la décision I/5;

2. *Accueille avec satisfaction* le rapport de synthèse établi par le Bureau et le Comité d'examen du respect des dispositions;

3. *Considère* que ces rapports constituent un aperçu utile de l'état de la mise en œuvre du Protocole et des principales tendances et difficultés, qui contribuera à orienter les activités futures;

Présentation des rapports en temps utile

4. *Note [avec préoccupation]* que [plusieurs] [un grand nombre] des Parties qui ont soumis des rapports l'ont fait après l'échéance indiquée dans la décision I/5;

5. *Encourage à nouveau* les Parties à commencer, lors des prochains cycles de présentation, d'établir leurs rapports sur la mise en œuvre suffisamment en avance par rapport à l'échéance prescrite pour la présentation des rapports au secrétariat, telle qu'indiquée dans la décision I/5, et au plus tard sept mois avant, afin de garantir la tenue de véritables consultations publiques sur les rapports au niveau national;

Non-présentation des rapports

6. *Note avec regret* que [...], qui étaient tous Parties à la Convention à l'expiration du délai prévu pour la présentation des rapports sur la mise en œuvre, n'ont pas présenté de rapports;

7. *Demande* à chacune de ces Parties de communiquer son rapport national sur la mise en œuvre au secrétariat d'ici au [...], en vue de son examen, entre autres par le Comité d'examen du respect des dispositions;

Consultations publiques

8. *Note avec satisfaction* que la plupart des Parties ont établi leurs rapports dans le cadre d'une procédure ayant comporté des consultations avec divers organismes gouvernementaux et la société civile;

9. *Prie* chaque Partie d'établir ses rapports sur la mise en œuvre du Protocole en suivant un processus transparent et consultatif impliquant le public suffisamment tôt, compte tenu des conditions spécifiques aux organisations d'intégration économique régionale;

Directives relatives à la présentation des rapports

10. *Prie* chaque Partie d'adresser au secrétariat, dans des délais suffisants pour qu'il parvienne, au moins cinq mois avant la session ordinaire de la Réunion des Parties pour laquelle il est soumis, un rapport sur:

a) Les mesures législatives, réglementaires ou autres qu'elle a dû prendre en vue d'appliquer les dispositions du Protocole;

b) L'application pratique de ces mesures au niveau national ou, dans le cas des organisations d'intégration économique régionale, au niveau régional, en utilisant le cadre de présentation figurant en annexe de la décision I/5;

11. *Prie également* chaque Partie de réexaminer son rapport précédent avant chaque session ordinaire de la Réunion des Parties afin d'établir et de communiquer au secrétariat des mises à jour et, dans les cas où elle sera disponible, une version consolidée du rapport national sur la mise en œuvre;

12. *Encourage* les Parties, les Signataires et les autres États à soumettre leurs rapports sur la mise en œuvre à l'aide de l'application de notification électronique mise au point par le secrétariat, et en suivant les instructions données par celui-ci;

13. *Demande* aux Parties de transmettre par voie postale au secrétariat des exemplaires imprimés et signés des rapports, en plus de leurs versions électroniques;

14. *Demande* au secrétariat de distribuer à toutes les Parties et aux acteurs concernés un rappel officiel concernant la présentation des rapports, y compris des indications pour leur préparation, le calendrier proposé et la confirmation de la date pour la présentation des rapports au secrétariat conformément à la décision I/5, au moins un an avant la session suivante de la Réunion des Parties;

15. *Invite* les Signataires et les autres États qui ne sont pas Parties au Protocole à soumettre des rapports sur les mesures prises en vue d'appliquer le Protocole, en attendant la ratification et l'accession, selon les procédures susmentionnées;

16. *Invite également* les organisations internationales, régionales et non gouvernementales mettant en œuvre des programmes ou des activités visant à appuyer les Parties et/ou les autres États dans la mise en œuvre du Protocole à soumettre au secrétariat des rapports sur ces programmes et activités et sur les enseignements qui en ont été tirés, ainsi que sur la mise en œuvre du Protocole lui-même;

17. *Demande* au secrétariat d'établir pour chaque session ordinaire de la Réunion des Parties un rapport de synthèse résumant les rapports nationaux sur la mise en œuvre soumis par les Parties et dégagant les principales tendances, défis et solutions, et de le communiquer aux Parties et aux autres parties prenantes en temps voulu pour que la Réunion des Parties au Protocole puisse l'examiner;

Traduction des rapports

18. *Décide* de cesser de traiter les rapports comme des documents officiels devant paraître dans les trois langues officielles de la Commission économique pour l'Europe (CEE), et demande au secrétariat de diffuser ces rapports dans les langues dans lesquelles ils sont soumis et de publier le rapport de synthèse dans les trois langues officielles de la CEE;

19. *Encourage* les Parties qui sont en mesure de le faire à fournir, à leur initiative, des traductions de leur rapport dans les deux autres langues officielles de la CEE. Le cas échéant, elles sont invitées à les envoyer de préférence un mois au plus tard après la date limite pour la soumission du rapport original;

20. *Demande* au secrétariat de mettre en ligne les traductions officieuses de ces rapports.
